



CHAMBRE DES REPRESENTANTS
DE BELGIQUE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

COMPTE RENDU INTEGRAL
AVEC
COMPTE RENDU ANALYTIQUE TRADUIT
DES INTERVENTIONS

INTEGRAAL VERSLAG
MET
VERTAALD BEKNOPT VERSLAG
VAN DE TOESPRAKEN

COMMISSION DES RELATIONS EXTERIEURES

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE
BETREKKINGEN

mardi

24-04-2007

Matin

dinsdag

24-04-2007

Voormiddag

cdH	centre démocrate Humaniste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
ECOLO	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales
FN	Front National
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaamse Alliantie
PS	Parti socialiste
sp.a-spirit	Socialistische Partij Anders – Sociaal progressief internationaal, regionalistisch integraal democratisch toekomstgericht
Vlaams Belang	Vlaams Belang
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten

Abréviations dans la numérotation des publications :		Afkortingen bij de nummering van de publicaties :	
DOC 51 0000/000	Document parlementaire de la 51e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 51 0000/000	Parlementair stuk van de 51e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	version provisoire du Compte Rendu Intégral (couverture verte)	CRIV	voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral définitif et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions ; les annexes se trouvent dans une brochure séparée (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken; de bijlagen zijn in een aparte brochure opgenomen (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN	séance plénière	PLEN	Plenum
COM	réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants	Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers
Commandes :	Bestellingen :
Place de la Nation 2	Natieplein 2
1008 Bruxelles	1008 Brussel
Tél. : 02/ 549 81 60	Tel. : 02/ 549 81 60
Fax : 02/549 82 74	Fax : 02/549 82 74
www.laChambre.be	www.deKamer.be
e-mail : publications@laChambre.be	e-mail : publicaties@deKamer.be

SOMMAIRE

Question de Mme Marie Nagy au ministre de 1
l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur
et de la Politique scientifique sur "les résolutions
des Nations unies relatives au programme
nucléaire de l'Iran" (n° 15182)

Orateurs: **Marie Nagy, Marc Verwilghen**,
ministre de l'Économie, de l'Énergie, du
Commerce extérieur et de la Politique
scientifique

Question de M. Francis Van den Eynde au 3
secrétaire d'État aux Affaires européennes,
adjoint au ministre des Affaires étrangères sur "le
recours aux services du bureau d'avocats de
M. Marc Uyttendaele, professeur à l'ULB"
(n° 15030)

Orateurs: **Francis Van den Eynde, Didier
Donfut**, secrétaire d'État aux Affaires
européennes

INHOUD

Vraag van mevrouw Marie Nagy aan de minister 1
van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en
Wetenschapsbeleid over "de VN-resoluties over
het kernprogramma van Iran" (nr. 15182)

Sprekers: **Marie Nagy, Marc Verwilghen**,
minister van Economie, Energie, Buitenlandse
Handel en Wetenschapsbeleid

Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de 3
staatssecretaris voor Europese Zaken,
toegevoegd aan de minister van Buitenlandse
Zaken over "het beroep dat werd gedaan op het
advocatenkantoor van ULB-professor Marc
Uyttendaele" (nr. 15030)

Sprekers: **Francis Van den Eynde, Didier
Donfut**, staatssecretaris voor Europese Zaken

COMMISSION DES RELATIONS
EXTERIEURESCOMMISSIE VOOR DE
BUITENLANDSE BETREKKINGEN

du

van

MARDI 24 AVRIL 2007

DINSDAG 24 APRIL 2007

Matin

Voormiddag

De vergadering wordt geopend om 10.11 uur en voorgezeten door de heer Hendrik Daems.
La séance est ouverte à 10.11 heures et présidée par M. Hendrik Daems.

01 Question de Mme Marie Nagy au ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique sur "les résolutions des Nations unies relatives au programme nucléaire de l'Iran" (n° 15182)

01 Vraag van mevrouw Marie Nagy aan de minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid over "de VN-resoluties over het kernprogramma van Iran" (nr. 15182)

01.01 Marie Nagy (ECOLO): Monsieur le président, monsieur le ministre, les préoccupations du Conseil de Sécurité sur le programme nucléaire de l'Iran l'ont amené à adopter, le 23 décembre 2006, la résolution 1737 qui demande notamment que tous les États prennent les mesures nécessaires pour prévenir la fourniture, la vente, le transfert direct ou indirect à l'Iran de tous les articles, matières, équipements, biens et technologies susceptibles de contribuer aux activités d'enrichissement, de retraitement à l'eau lourde, ou à la mise au point de vecteurs d'armes nucléaires.

Tous les États doivent rendre compte au Conseil de Sécurité dans un délai de 60 jours à compter de l'adoption de la présente résolution, des mesures qu'ils auront prises afin de mettre en application les dispositions de la résolution.

Le Conseil de Sécurité a adopté une nouvelle résolution, n° 1747, le 24 mars 2007. La Belgique préside le comité de surveillance du suivi de la résolution. Le ministre est compétent pour la politique de la CANPAN et joue donc un rôle clef dans l'application de ces textes pour notre pays.

Je voudrais dès lors poser les questions suivantes au ministre.

- Quelles mesures ont-elles été prises pour appliquer les résolutions?
- La Belgique a-t-elle transmis aux Nations unies le rapport détaillant les mesures qu'elle a prises en application de la résolution 1737? Le ministre peut-il me communiquer ce rapport?
- Où en est la modification de l'arrêté royal sur la CANPAN, qui a été demandée par le Comité R à la suite de l'affaire Epsi et promise par le ministre en 2006?
- Combien de dossiers d'exportation ont-ils été déposés en 2006? Combien d'autres ont-ils été acceptés et refusés et quels sont les pays concernés?

01.01 Marie Nagy (ECOLO): Resolutie 1737 van 23 december 2006 van de Veiligheidsraad vraagt dat de lidstaten de nodige maatregelen zouden nemen om te voorkomen dat ze zouden meewerken aan de aanmaak van kernwapens door Iran.

De lidstaten moeten binnen een termijn van 60 dagen vanaf de goedkeuring van de resolutie bij de Veiligheidsraad verslag uitbrengen over de maatregelen die ze hebben genomen.

Op 24 maart 2007 werd resolutie 1747 uitgevaardigd. België zit het toezichtscomité dat belast is met de opvolging van de resolutie voor. De minister is bevoegd voor het beleid van de CANVEK en vervult dus een sleutelrol wat de toepassing van die teksten betreft.

Welke maatregelen werden genomen om die resoluties uit te voeren? Heeft ons land de Verenigde Naties het verslag met de genomen maatregelen overgezonden? Kan de minister ons dat verslag bezorgen? Hoe staat het met de wijziging van het koninklijk besluit betreffende de CANVEK? Hoeveel uitvoerdossiers werden in 2006

ingediend? Hoeveel andere werden aanvaard en hoeveel afgewezen en om welke landen gaat het?

01.02 Marc Verwilghen, ministre: Monsieur le président, madame Nagy, en ce qui concerne votre première question relative à l'exécution de la résolution 1737 de 2006 du Conseil de Sécurité des Nations unies, L'Union européenne prépare un règlement qui contiendra des mesures restrictives contre l'Iran. Ce règlement sera bientôt finalisé. Une fois qu'il aura été publié au Journal Officiel, il sera automatiquement d'application dans les États membres, donc également en Belgique. Une réunion de coordination a été organisée par le SPF Affaires étrangères pour discuter des mesures à prendre en vue de l'exécution de la résolution des Nations unies et du règlement européen.

En ce qui concerne les exportations nucléaires, des mesures particulières ne doivent pas être prises puisqu'on peut continuer à faire appel à la loi du 9 février 1981 relative aux conditions d'exportation des matières et équipements nucléaires ainsi que des données technologiques nucléaires.

Vu la situation en Iran, toute demande d'exportation nucléaire vers ce pays est traitée ces dernières années par la CANPAN, avec une vigilance accrue. En ce qui concerne les armes - compétence fédérale -, la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation, au transit et à la lutte contre le trafic d'armes, de munitions, de matériels devant servir spécialement à un usage militaire ou du maintien de l'ordre et de la technologie afférente reste bien entendu également applicable.

Beaucoup de mesures qui doivent être prises en vertu de la résolution des Nations unies et du règlement européen, telles que l'obligation de visas, l'importation et l'exportation de technologie de missiles, etc., ne sont pas de ma compétence.

En ce qui concerne votre deuxième question, je peux répondre que la Belgique a effectivement transmis aux Nations unies, dans les délais prévus, le rapport avec les mesures à prendre en exécution de la résolution 1737. Le rapport a été rédigé et envoyé par les services qui tombent sous la compétence du ministre des Affaires étrangères. Je vous suggère de vous adresser à lui pour obtenir le rapport, étant donné qu'il a été rédigé par ses services.

En ce qui concerne votre troisième question, l'année passée, je vous ai répondu qu'on travaillait à une adaptation de l'arrêté royal du 12 mai 1999, qui modifie non seulement la composition de la CANPAN mais aussi les listes des biens soumis au contrôle des conditions d'exportation et des procédures à suivre. Ce travail s'est avéré beaucoup plus compliqué que prévu initialement. Comme je l'ai déjà dit en réponse à une question de Mme Gerkens, il sera probablement nécessaire de modifier la loi du 9 février 1981 qui, en outre, doit être traitée de façon bicamérale.

J'en viens à votre quatrième et dernière question, en 2006, huit dossiers de demande d'exportation nucléaire ont été soumis pour avis à la CANPAN. Une demande a été déclarée non éligible parce que la

01.02 Minister Marc Verwilghen: Wat de uitvoering van resolutie 1737 betreft, zal de Europese Unie binnenkort de laatste hand leggen aan een verordening die beperkende maatregelen tegen Iran omvat en automatisch in de lidstaten van toepassing zal zijn.

De FOD Buitenlandse Zaken onderzoekt welke maatregelen er moeten getroffen worden om de resolutie van de Verenigde Naties en de Europese verordening uit te voeren.

Wat de uitvoer van kernmaterieel betreft, kunnen we een beroep blijven doen op de wet van 9 februari 1981 houdende de voorwaarden voor export van kernmaterialen en kernuitrustingen, alsmede van technologische gegevens. Gelet op de toestand in Iran behandelt de CANVEK elke aanvraag voor de export van kernmaterieel naar dat land met de grootste omzichtigheid.

Wat de wapens betreft, blijft de wet van 5 augustus 1991 betreffende de wapenhandel uiteraard van toepassing.

Een hele reeks maatregelen die in uitvoering van de resolutie van de Verenigde Naties en de Europese verordening moeten worden genomen, vallen niet onder mijn bevoegdheid.

België heeft het door de diensten van de minister van Buitenlandse Zaken, tot wie u zich mijns inziens zou moeten richten, opgesteld verslag over resolutie 1737 binnen de voorgeschreven termijnen overgemaakt.

Het wetgevend werk ter aanpassing van het koninklijk besluit van 12 mei 1999 over de CANVEK dat vorig jaar aangevat

procédure correcte n'avait pas été suivie. Il s'agissait en somme d'une demande de préavis pour une exportation vers l'Inde, ce qui n'est pas prévu dans la législation. Cinq autorisations ont été délivrées: deux pour la Suisse, deux pour le Japon et une pour l'Afrique du Sud. Deux demandes d'exportation ont été refusées et, dans les deux cas, il s'agissait d'exportations vers l'Iran.

werd, blijkt veel complexer dan verwacht en zal wellicht een wijziging van de wet van 9 februari 1981 vereisen.

In 2006 werden acht aanvraagdossiers voor nucleaire uitvoer voor advies aan de CANVEK voorgelegd. Eén aanvraag werd wegens procedurefouten als niet in aanmerking komend beschouwd. Vijf toelatingen werden gegeven: twee voor Zwitserland, twee voor Japan en één voor Zuid-Afrika. Twee aanvragen voor uitvoer naar Iran werden afgewezen.

01.03 Marie Nagy (ECOLO): Monsieur le président, je tiens à remercier le ministre pour ses réponses, même s'il me complique un peu la tâche puisqu'il faudra que je continue à suivre le rapport, notamment au niveau du ministre des Affaires étrangères.

01.03 Marie Nagy (ECOLO): Het koninklijk besluit kan dus niet meer tijdens deze legislatuur worden gewijzigd.

Si je comprends bien, l'arrêté royal ne pourra plus être modifié dans le courant de cette législature. La question restera pendante et devra être examinée par le prochain gouvernement.

01.04 Marc Verwilghen, ministre: Au départ, nous pensions qu'il était possible de modifier l'arrêté royal. Cependant, il ressort de l'avis d'un spécialiste en matière juridique – avis que nous avons dû demander – que c'est la loi qui doit être modifiée. C'est donc un travail qui reviendra au prochain gouvernement.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

*Le développement des questions et interpellations est suspendu de 10.17 heures à 11.07 heures.
De behandeling van de vragen en interpellaties wordt geschorst van 10.17 uur tot 11.07 uur.*

02 Vraag van de heer Francis Van den Eynde aan de staatssecretaris voor Europese Zaken, toegevoegd aan de minister van Buitenlandse Zaken over "het beroep dat werd gedaan op het advocatenkantoor van ULB-professor Marc Uyttendaele" (nr. 15030)

02 Question de M. Francis Van den Eynde au secrétaire d'État aux Affaires européennes, adjoint au ministre des Affaires étrangères sur "le recours aux services du bureau d'avocats de M. Marc Uyttendaele, professeur à l'ULB" (n° 15030)

02.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Mijnheer de minister, het zullen waarschijnlijk wel kwade praatjes zijn die ik gehoord heb, roddels zelfs. Ik wil dat allemaal graag geloven. Sinds jaren gaat het verhaal dat het advocatenkantoor van ULB-professor Marc Uyttendaele een soort bevoorrechte relatie heeft met de regering en speciaal verzorgd wordt door de regering.

02.01 Francis Van den Eynde (Vlaams Belang): Il se dit depuis des années que le cabinet d'avocats de Marc Uyttendaele, professeur à l'ULB, est privilégié par le gouvernement. C'est pourquoi, le 27 février, j'ai demandé à tous les membres du gouvernement s'ils avaient fait appel à ce cabinet pendant la période 2003-2006, à combien de reprises et pour quel montant.

De beste wijze om zulke praatjes uit de wereld te helpen en roddels tegen te gaan, is natuurlijk de waarheid en de feiten naar voren te schuiven. Zoals u weet, hebben de Engelsen ons geleerd dat een feit eerbiedwaardiger is dan de lord mayor.

Ik heb mij dus op 27 februari, nu wij stilaan naar het einde gaan van

deze legislatuur, gepermitteerd dezelfde schriftelijke vragen te stellen aan alle ministers en staatssecretarissen, kortom aan alle leden van de regering. Die vraag is zeer eenvoudig. Ik vroeg of zij in de jaren 2003, 2004, 2005 en 2006, de jaren van deze legislatuur, -waarbij zij allemaal genade kregen voor 2007 – een beroep gedaan hebben op de juridische diensten van het betrokken advocatenkantoor, dat - laten wij eerlijk zijn - nogal nauwe banden heeft met de minister van Justitie. Ik vroeg ook hoeveel keer zij een beroep gedaan hebben op dat kantoor voor juridische diensten en welk bedrag aan erelonen en onkosten zij in totaal betaald hebben aan dat kantoor.

Een behoorlijk aantal leden van de regering heeft mij schriftelijk geantwoord, maar niet allemaal, u ook niet.

Ik verwijt u dat niet. U bent niet alleen. U zult echter begrijpen dat ik, als iemand die poogt om een alert Kamerlid te zijn, de vraag dan maar mondeling kom stellen aan alle laatkomers, gewoon opdat mijn dossier tegen het einde van deze legislatuur, dat nabij is, volledig zou zijn. Daarom stel ik u dus nu de vraag mondeling. Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoord.

02.02 Staatssecretaris **Didier Donfut**: Mijnheer de voorzitter, in 2003 was ik geen lid van de federale regering. Als staatssecretaris van Europese Zaken deed ik tijdens de gevraagde periode, van 2004 tot 2006, geen beroep op juridische diensten van een advocatenkantoor. Ik heb dus ook geen betalingen dienaangaande gedaan.

02.03 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor uw antwoord, dat mij niet echt verbaasd, want niemand van uw politieke kleur heeft dat gedaan in al die jaren. Een dossier moet nu eenmaal volledig zijn.

Je n'ai encore reçu aucune réponse de la part de M. Donfut, secrétaire d'État. Il ne s'agit pas d'un reproche. Si je pose cette question oralement aujourd'hui, c'est uniquement pour pouvoir disposer d'un dossier complet avant la fin de la législature.

02.02 **Didier Donfut**, secrétaire d'État: En 2003, je n'étais pas membre du gouvernement et je n'ai jamais fait appel à un cabinet d'avocats pendant la période 2004-2006.

02.03 **Francis Van den Eynde** (Vlaams Belang): Cela ne me surprend pas vraiment, aucune des personnes de cette couleur politique ne l'a fait.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.11 uur.
La réunion publique de commission est levée à 11.11 heures.*